La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Octobre 2004 : excédent budgétaire de 1,1 milliard de dollars

Un excédent budgétaire de 1,1 milliard de dollars a été dégagé en octobre 2004, ce qui représente une hausse par rapport à l'excédent de 159 millions enregistré en octobre 2003. Les revenus ont augmenté de 1,3 milliard par rapport au montant d'octobre 2003, principalement à cause d'une hausse des revenus tirés de l'impôt des sociétés. Cette hausse découle en grande partie de retards dans le traitement des remboursements en raison d'un conflit de travail à l'Agence du revenu du Canada, et elle devrait être compensée par une baisse au cours des prochains mois. Les charges de programmes ont progressé de 0,8 milliard, tandis que les frais de la dette publique ont régressé de 0,4 milliard.

D'avril à octobre 2004 : excédent budgétaire de 9,0 milliards de dollars

L'excédent budgétaire des sept premiers mois de l'exercice 2004-2005 (d'avril à octobre) est évalué à 9,0 milliards de dollars, soit 5,8 milliards de plus que l'excédent enregistré au cours de la même période l'an dernier. Les revenus budgétaires ont connu une hausse de 7,4 milliards (7,3 %). Ce résultat inclut le produit net de 2,6 milliards que le gouvernement a tiré de la vente du reste de ses actions de Petro-Canada en septembre. La plupart des sources de revenus ont aussi été en hausse, dans la foulée de la croissance de l'économie au cours de 2004. Les charges de programmes ont augmenté de 2,5 milliards (3,3 %), en raison d'une hausse des paiements de transfert découlant principalement des mesures prévues dans les budgets antérieurs en ce qui touche les transferts à d'autres administrations. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,9 milliard de dollars.

Note aux lecteurs : Il faut faire preuve de prudence dans l'interprétation des résultats financiers depuis le début de l'exercice. Ainsi, les interruptions de travail survenues récemment dans la fonction publique fédérale ont eu des répercussions sur les données relatives aux revenus pour septembre et octobre et depuis le début de l'exercice. Dans certains cas, les revenus sont surévalués parce qu'un moins grand nombre de remboursements ont été traités. Les effets de ces interruptions de travail devraient s'estomper au cours des prochains mois, à mesure que l'Agence du revenu du Canada rattrapera le retard accumulé dans le traitement des remboursements. De plus, diverses initiatives stratégiques proposées, notamment les accords conclus récemment entre le gouvernement du Canada et les provinces sur les soins de santé et sur la péréquation et le formule de financement des territoires, seront prises en compte dans les données financières mensuelles seulement lorsqu'une loi habilitante aura reçu la sanction royale.

Octobre 2004 : résultats budgétaires

L'excédent budgétaire en octobre 2004 est estimé à 1,1 milliard de dollars, en hausse par rapport à l'excédent de 159 millions enregistré en octobre 2003.

D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires, qui ont totalisé 15,5 milliards de dollars, ont augmenté de 1,3 milliard (9,1 %). Cette hausse découle essentiellement de la forte augmentation des rentrées nettes d'impôt des sociétés, qui ont progressé de 1,2 milliard (91,8 %) par rapport au montant de l'an dernier. Les rentrées d'impôt des sociétés sont encore influencées par les récentes interruptions de travail dans la fonction publique. On a également noté des augmentations de 0,4 milliard des revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers et de 0,1 milliard au titre des autres revenus, qui ont été quelque peu neutralisées par un fléchissement de 0,1 milliard des cotisations d'assurance-emploi et de 0,3 milliard des taxes et droits d'accise.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 0,4 milliard de dollars (5,8 %), surtout à cause d'une augmentation des retenues à la source liée à la progression de l'emploi.

- Les revenus tirés de l'impôt des sociétés ont connu une hausse spectaculaire de 1,2 milliard de dollars (91,8 %), en partie à cause des interruptions de travail dans le secteur public. Ainsi, en octobre, les rentrées brutes ont augmenté de 33,5 % tandis que les remboursements chutaient de 44,2 %, ce qui a entraîné une hausse de 91,8 % des rentrées nettes. Une partie de cette hausse sera compensée par une baisse au cours des prochains mois, à mesure que le retard au chapitre du traitement des remboursements sera rattrapé.
- Les revenus tirés des taxes et droits d'accise ont diminué de 0,3 milliard de dollars. Cette baisse est en grande partie imputable aux rentrées de taxe sur les produits et services (TPS) qui ont reculé de 0,3 milliard (11,1 %), principalement à cause du calendrier des versements. Parmi les autres taxes et droits d'accise, les droits de douane à l'importation ont augmenté de 1,7 %, tandis que les taxes de vente et d'accise ont régressé de 1,3 %.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont baissé de 11,7 %, en raison de la réduction du taux de cotisation (pour les employés, en 2004, ce taux est de 1,98 $ par tranche de 100 $ de gains assurables, comparativement à 2,10 $ en 2003). Cette réduction a plus que compensé la progression de l'emploi et, par le fait même, celle du nombre de personnes qui versent des cotisations.
- Les autres revenus, qui proviennent des sociétés d'État, de la vente de biens et services ainsi que des opérations de change, ont augmenté de 0,1 milliard de dollars.

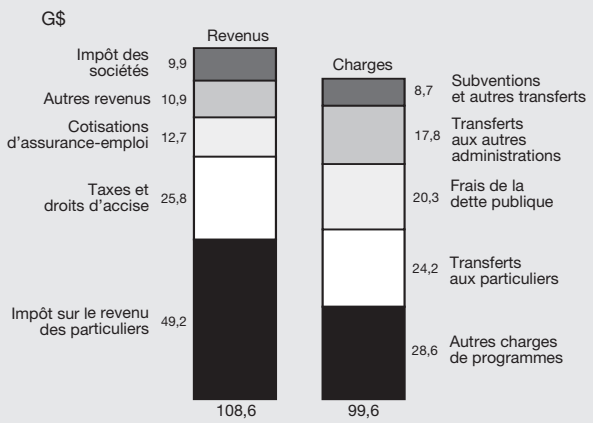
D'une année sur l'autre, les charges de programmes en octobre 2004 se sont chiffrées à 11,6 milliards de dollars, en hausse de 0,8 milliard (7,3 %) par rapport à octobre 2003. La plus grande partie de cette hausse est attribuable à l'augmentation des paiements de transfert.

Les paiements de transfert ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (9,8 %) en octobre 2004.

- Les principaux transferts aux particuliers, c'est-à-dire les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont connu une hausse de 0,2 milliard de dollars d'une année sur l'autre. Les prestations aux aînés ont augmenté de 3,9 % en raison d'une valeur moyenne plus élevée des prestations, attribuable à la hausse de l'inflation au début de 2003, et de l'accroissement du nombre de personnes ayant droit aux prestations. Pour leur part, les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 10,3 %, principalement à cause du calendrier des versements en octobre 2004 par rapport au même mois de l'année dernière.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont connu une hausse de 13,7 %; il s'agit des transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux et le Transfert visant la réforme des soins de santé), des transferts fiscaux proprement dits et des paiements de remplacement pour les programmes permanents. L'augmentation des transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux découle de la hausse de financement prévue dans l'Accord de février 2003 des premiers ministres sur le renouvellement des soins de santé. Pour leur part, les transferts fiscaux, qui se composent des droits à péréquation, des paiements aux gouvernements territoriaux, des subventions législatives et des recouvrements ayant trait aux allocations aux jeunes, ont connu une hausse globale de 8,1 % par rapport à octobre 2003. Cette hausse découle principalement du recouvrement, en 2003-2004, de paiements en trop effectués dans le cadre du programme de péréquation pendant des exercices antérieurs.
- Les subventions et autres transferts ont progressé de 13,1 %. Cette composante est extrêmement volatile d'un mois à l'autre, en raison du calendrier des paiements. L'estimation des transferts de Ressources humaines et Développement des compétences Canada en octobre est inhabituellement faible, car elle comprend des corrections apportées aux données des mois antérieurs.

Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, dont la Défense. D'une année sur l'autre, ces charges ont augmenté de 3,1 %, car la baisse des charges des sociétés d'État et de la Défense a été largement compensée par une progression des charges de tous les autres ministères et organismes. Cette composante s'avère elle aussi très volatile d'un mois à l'autre, selon le calendrier des paiements et l'entrée en vigueur des mesures budgétaires.

Revenus et charges
(d'avril à octobre 2004)



Les frais de la dette publique ont diminué de 12,6 %, la réduction de l'encours de la dette portant intérêt ayant plus que compensé les effets de la hausse du taux d'intérêt effectif moyen applicable à cette dette.

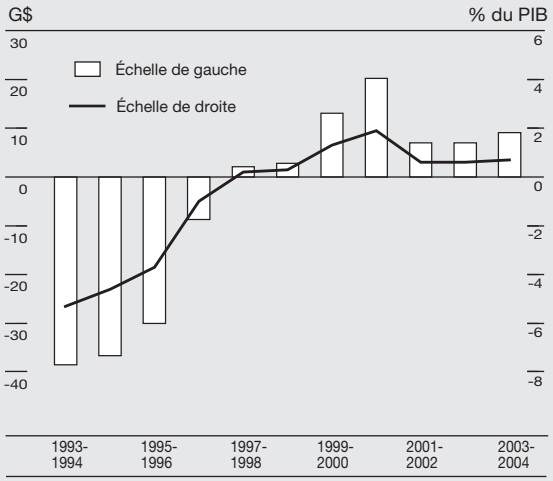
D'avril à octobre 2004 : résultats budgétaires

Au cours des sept premiers mois de l'exercice, on a enregistré un excédent budgétaire de 9,0 milliards de dollars, soit 5,8 milliards de plus que celui de 3,2 milliards déclaré pour la même période en 2003-2004. Cependant, plus de la moitié de cette hausse est attribuable à des facteurs ponctuels.

Les revenus budgétaires, qui ont atteint 108,6 milliards de dollars, ont augmenté de 7,4 milliards (7,3 %). Cette hausse découle de la progression des revenus fiscaux et des autres revenus, y compris le produit de la vente du reste des actions de Petro-Canada que détenait encore le gouvernement du Canada, qui a toutefois été neutralisée en partie par une baisse des cotisations d'assurance-emploi. Les revenus fiscaux ont augmenté de 6,5 milliards de dollars (7,8 %), mais comme il a été indiqué auparavant, les interruptions de travail dans la fonction publique fédérale ont fait augmenter les revenus fiscaux depuis le début de l'exercice parce que le nombre de remboursements traités a diminué. Cette hausse devrait donc s'estomper en grande partie au cours des prochains mois.

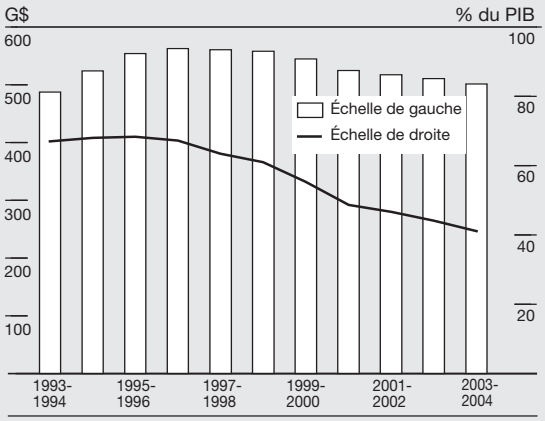
- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 2,9 milliards de dollars (6,3 %). Cette hausse d'une année sur l'autre est attribuable principalement à la forte augmentation des retenues à la source sur les revenus d'emploi, ce qui traduit en partie la progression de l'emploi.
- Les revenus tirés de l'impôt des sociétés ont connu une hausse de 2,4 milliards de dollars (22,8 %), en partie à cause de la baisse du nombre de remboursements traités en septembre et en octobre 2004. De plus, le mode de calcul des versements a aussi influé sur ces résultats mensuels. En effet, les sociétés sont tenues de verser des acomptes provisionnels en fonction de leur impôt à payer pour leur dernière année d'imposition ou de leur obligation fiscale estimative pour l'année en cours, les paiements de règlement étant effectués dans les 60 jours suivant la fin de leur année d'imposition. Étant donné la forte hausse des paiements de règlement en 2003-2004, par suite de l'augmentation des bénéfices des sociétés en 2003, le montant actuel des acomptes provisionnels mensuels illustre plus la hausse de l'impôt payé l'année dernière que celle de l'impôt à payer cette année.
- Les revenus tirés des taxes et droits d'accise ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (4,0 %), surtout à cause des revenus tirés de la TPS, qui ont augmenté de 5,6 % par rapport à l'année dernière. Les droits de douane à l'importation ont également progressé (2,2 %), pendant qu'on enregistrait une baisse des revenus tirés des taxes de vente et d'accise (0,2 %) et du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien (1,2 %).
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,9 milliard de dollars (8,4 %).
- Les autres revenus ont progressé de 1,9 milliard de dollars (25,9 %), par suite de la vente par le gouvernement du reste de ses actions de Petro-Canada. Abstraction faite de cette opération, les autres revenus auraient diminué d'une année sur l'autre.

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

D'une année sur l'autre, les charges de programmes engagées d'avril à octobre 2004, qui s'établissaient à 79,3 milliards de dollars, ont augmenté de 3,3 %, en raison de paiements de transfert plus élevés. Les frais de la dette publique ont pour leur part diminué de 0,9 milliard de dollars par rapport aux sept premiers mois de 2003-2004.

Les paiements de transfert, qui ont représenté près des deux tiers des charges de programmes, ont augmenté de 2,6 milliards de dollars (5,4 %).

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 0,5 milliard de dollars (2,2 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 3,3 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi demeuraient presque inchangées. En ce qui touche les prestations d'assurance-emploi, la hausse des prestations spéciales (p. ex. les prestations de maladie, de maternité et parentales) ainsi que des prestations d'emploi et des mesures de soutien a été compensée par une diminution des prestations régulières, attribuable à l'amélioration du marché du travail.
- Les transferts aux autres administrations ont connu une hausse de 1,4 milliard de dollars (8,5 %), à cause de l'augmentation des transferts pour la santé et les autres programmes sociaux prévue par l'Accord de février 2003 des premiers ministres sur le renouvellement des soins de santé. Les transferts fiscaux ont augmenté de 8,5 %, surtout en raison du recouvrement, en 2003-2004, de paiements en trop effectués dans le cadre du programme de péréquation pendant des exercices antérieurs. Ces résultats ne tiennent pas compte des répercussions des ententes conclues par les premiers ministres en 2004 au sujet des soins de santé, de la péréquation et de la formule de financement des territoires. Ces données seront intégrées aux résultats budgétaires mensuels lorsque la loi habilitante aura reçu la sanction royale.
- Les subventions et autres transferts ont progressé de 0,7 milliard de dollars (8,4 %), surtout en raison de mesures prévues dans les budgets antérieurs.

Les autres charges de programmes ont diminué de 0,1 milliard de dollars (0,2 %), parce qu'une réduction des charges liées aux sociétés d'État a plus que compensé une légère hausse des charges relatives à la défense. Ces charges ne tiennent pas compte des répercussions des récents règlements salariaux au sein de la fonction publique fédérale.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,9 milliard de dollars par suite de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt, qui a plus que compensé les effets d'une hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Ressources financières de 1,2 milliard de dollars d'avril à octobre 2004

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État (par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances), des comptes de pension et autres comptes ainsi que des autres activités de l'État, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. La différence entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constatée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 7,7 milliards de dollars au cours de la période allant d'avril à octobre, en baisse de 5,7 milliards de dollars par rapport aux besoins enregistrés pour la période correspondante de 2003-2004. Cette diminution est surtout attribuable aux transferts en espèces effectués d'avril à octobre 2003 aux fonds en fiducie établis dans le budget de 2003 pour le supplément en espèces du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (2,5 milliards), le Fonds pour l'équipement diagnostique et médical (1,5 milliard), l'Inforoute Santé du Canada (600 millions) et la Fondation canadienne pour l'innovation (500 millions).

Compte tenu d'un excédent budgétaire de 9,0 milliards de dollars et de besoins nets de 7,7 milliards pour les opérations non budgétaires, le gouvernement a disposé de ressources financières de 1,2 milliard de dollars au cours des sept premiers mois de 2004-2005, alors qu'il avait des besoins nets de 10,2 milliards au cours de la même période l'an dernier.

Activités de financement nettes en baisse de 9,0 milliards de dollars

À la fin d'octobre 2004, le gouvernement avait réduit de 9,0 milliards de dollars l'encours de la dette contractée sur les marchés, essentiellement grâce à la diminution du volume de ses obligations négociables en circulation. Ainsi, compte tenu de la réduction de la dette contractée sur les marchés et des ressources financières de 1,2 milliard, le gouvernement a réduit ses soldes de trésorerie de 7,7 milliards. Le niveau mensuel des soldes de trésorerie varie en fonction de différents facteurs, notamment l'échéance périodique de grandes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer beaucoup d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie à la fin du mois d'octobre se chiffraient à 9,5 milliards.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Octobre		D'avril à octobre	
	2003	2004	2003-2004	2004-2005
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	14 190	15 476	101 131	108 563
Charges				
Charges de programmes	-10 788	-11 578	-76 771	-79 280
Frais de la dette publique	-3 243	-2 834	-21 160	-20 309
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	159	1 064	3 200	8 974
Opérations non budgétaires	200	1 145	-13 429	-7 738
Ressources ou besoins financiers	359	2 209	-10 229	1 236
Variation nette dans les activités de financement	-114	1 610	-255	-8 967
Variation nette dans l'encaisse	245	3 819	-10 484	-7 731
Encaisse à la fin de la période			4 217	9 521

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	Octobre			D'avril à octobre		
	2003	2004	Variation	2003-2004	2004-2005	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 533	6 910	5,8	46 313	49 229	6,3
Impôt sur le revenu des sociétés	1 308	2 509	91,8	10 366	12 729	22,8
Autres impôts sur le revenu	220	269	22,3	1 570	1 769	12,7
Total des impôts sur le revenu	8 061	9 688	20,2	58 249	63 727	9,4
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	3 066	2 726	-11,1	17 055	18 015	5,6
Droits de douane à l'importation	233	237	1,7	1 778	1 818	2,2
Taxes de vente et d'accise	815	804	-1,3	5 685	5 675	-0,2
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	33	48	45,5	245	242	-1,2
Total des taxes et droits d'accise	4 147	3 815	-8,0	24 763	25 750	4,0
Total des revenus fiscaux	12 208	13 503	10,6	83 012	89 477	7,8
Cotisations d'assurance-emploi	1 167	1 031	-11,7	10 857	9 940	-8,4
Autres revenus	815	942	15,6	7 262	9 146	25,9
Total des revenus budgétaires	14 190	15 476	9,1	101 131	108 563	7,3

Tableau 3
Charges budgétaires

	Octobre			D'avril à octobre		
	2003	2004	Variation	2003-2004	2004-2005	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 271	2 359	3,9	15 595	16 111	3,3
Prestations d'assurance-emploi	1 012	1 116	10,3	8 047	8 051	0,0
Total	3 283	3 475	5,8	23 642	24 162	2,2
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé		1 054			7 379	
Transfert canadien en matière de programmes sociaux		652			4 565	
Transfert visant la réforme des soins de santé		125			875	
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 692	-25		11 842		
Transferts fiscaux	857	926	8,1	6 059	6 571	8,5
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-269	-139	-48,3	-1 475	-1 573	6,6
Total	2 280	2 593	13,7	16 426	17 817	8,5
Subventions et autres transferts						
Agriculture	41	89	117,1	410	321	-21,7
Affaires étrangères	137	203	48,2	967	1 225	26,7
Santé	270	105	-61,1	978	979	0,1
Développement des ressources humaines	133	7	-94,7	766	506	-33,9
Affaires indiennes et du Nord	387	348	-10,1	2 544	2 539	-0,2
Industrie et développement régional	162	208	28,4	875	1 035	18,3
Autres	115	448	289,6	1 470	2 074	41,1
Total	1 245	1 408	13,1	8 010	8 679	8,4
Total des paiements de transfert	6 808	7 476	9,8	48 078	50 658	5,4
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	96	65	-32,3	679	725	6,8
Société canadienne d'hypothèques et de logement	149	165	10,7	1 223	1 200	-1,9
Autres	188	136	-27,7	1 262	1 121	-11,2
Total	433	366	-15,5	3 164	3 046	-3,7
Défense	1 059	1 025	-3,2	6 629	6 680	0,8
Tous les autres ministères et organismes	2 488	2 711	9,0	18 900	18 896	0,0
Total des autres charges de programmes	3 980	4 102	3,1	28 693	28 622	-0,2
Total des charges de programmes	10 788	11 578	7,3	76 771	79 280	3,3
Frais de la dette publique	3 243	2 834	-12,6	21 160	20 309	-4,0
Total des charges budgétaires	14 031	14 412	2,7	97 931	99 589	1,7

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Octobre		D'avril à octobre	
	2003	2004	2003-2004	2004-2005
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	159	1 064	3 200	8 974
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	52	-185	-1 099	-654
Autres activités d'investissement	68	-508	-1 293	-1 590
Comptes de pension et autres comptes	37	-1 358	862	-2 000
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	-811	2 462	-14 347	-5 266
Opérations de change	548	487	716	178
Amortissement des immobilisations corporelles	306	247	1 732	1 594
Total des autres activités	43	3 196	-11 899	-3 494
Total des opérations non budgétaires	200	1 145	-13 429	-7 738
Ressources ou besoins financiers nets	359	2 209	-10 229	1 236

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Octobre		D'avril à octobre	
	2003	2004	2003-2004	2004-2005
		(M$)		
Ressources ou besoins financiers nets	359	2 209	-10 229	1 236
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	578	552	-6 524	-8 926
Bons du Trésor	-400	1 400	7 100	1 800
Obligations d'épargne du Canada	-86	-79	-738	-347
Autres	-1	-1	172	-26
Total	91	1 872	10	-7 499
Emprunts en devises	-207	-260	-255	-1 428
Total	-116	1 612	-245	-8 927
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2	-2	-10	-40
Variation nette dans les activités de financement	-114	1 610	-255	-8 967
Variation dans l'encaisse	245	3 819	-10 484	-7 731

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2004	31 octobre 2004	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	79 964	71 443	-8 521
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	278 780	269 854	-8 926
Bons du Trésor	113 378	115 178	1 800
Obligations d'épargne du Canada	21 330	20 983	-347
Autres	3 427	3 401	-26
Total partiel	416 915	409 416	-7 499
Payable en devises	20 542	19 114	-1 428
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2 774	2 734	-40
Total de la dette non échue	440 231	431 264	-8 967
Comptes de pension et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	127 560	128 785	1 225
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	39 367	39 543	176
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	7 483	4 460	-3 023
Autres comptes de pension et autres comptes	6 488	6 110	-378
Total des comptes de pension et autres comptes	180 898	178 898	-2 000
Total de la dette portant intérêt	621 129	610 162	-10 967
Total du passif	701 093	681 605	-19 488
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	70 921	59 936	-10 985
Comptes d'opérations de change	44 313	44 135	-178
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	29 548	31 138	1 590
Total des actifs financiers	144 782	135 209	-9 573
Dette nette	556 311	546 396	-9 915
Actifs non financiers	54 818	53 877	-941
Dette fédérale (déficit accumulé)	501 493	492 519	-8 974

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Paul Rochon au (613) 996-9447.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Décembre 2004